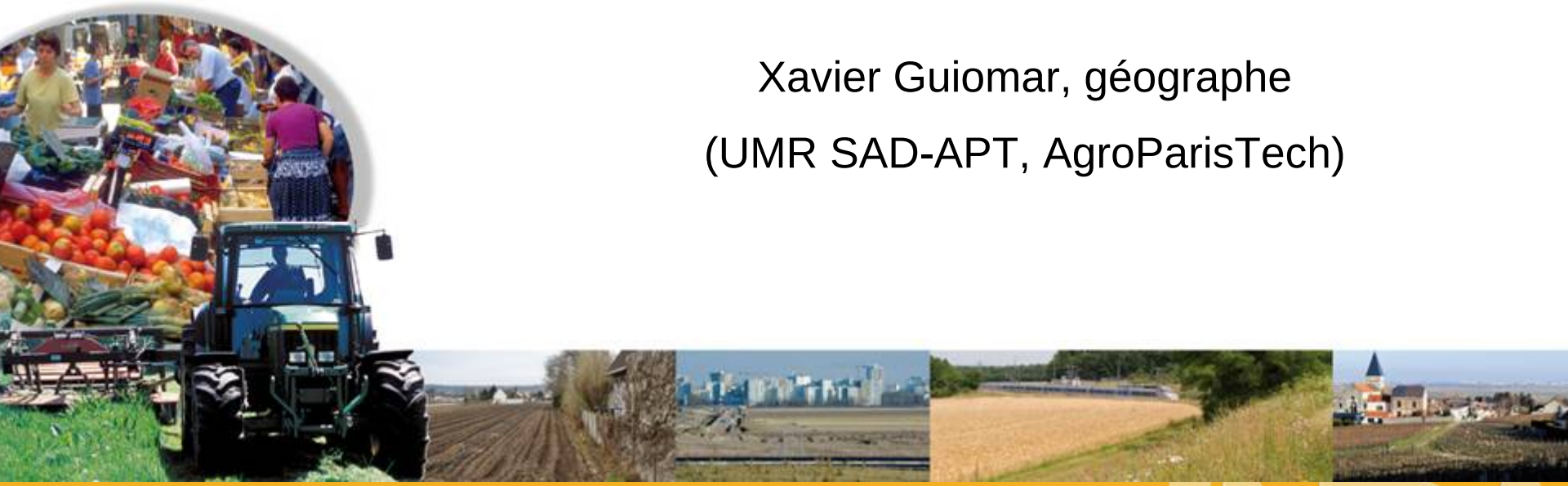
Carrefours de l'innovation agronomique

Les utilisations sociales de l'agriculture aux marges de la ville

Xavier Guiomar, géographe

(UMR SAD-APT, AgroParisTech)



ALIMENTATION
AGRICULTURE
ENVIRONNEMENT

1. Les jardins d'insertion

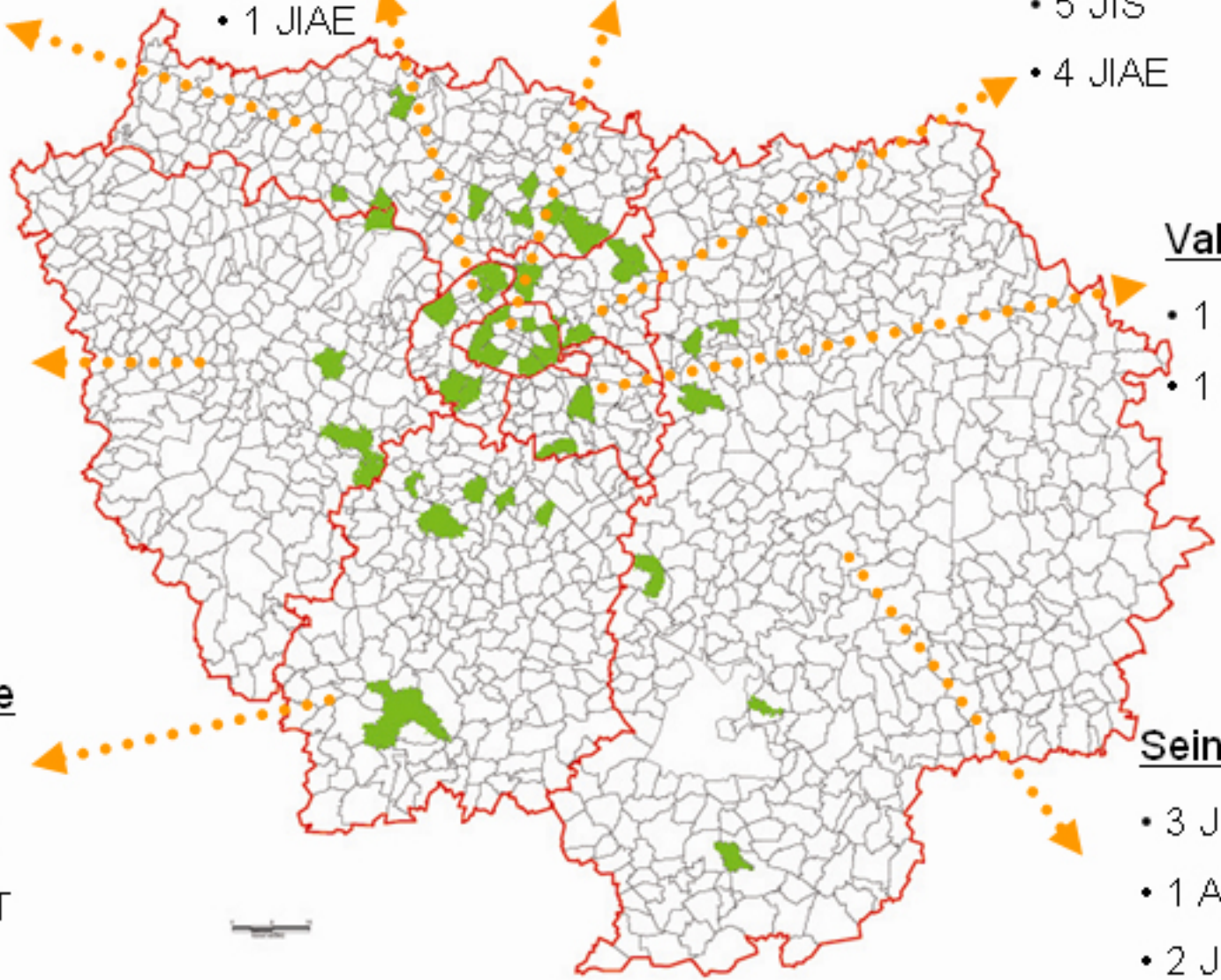
Les jardins d'insertion sociale

- ***Atelier de remobilisation proposé par une association.***
- ***But : redynamiser un public en difficulté et sans activité, en aidant les jardiniers à rompre avec l'isolement, à reprendre confiance en eux, à s'investir dans un projet et à faire partie d'un groupe.***
- ***Les personnes en insertion ne sont pas rémunérées. Elles sont en général encadrées par du personnel salarié (animateur/trice) ou bénévole qui leur propose accompagnement individualisé et appui technique.***
- ***La production de légumes est en général consommée par les participants et/ou donnée.***

Les jardins d'insertion par l'activité économique

- **cadre de travail** proche de celui du marché de l'emploi avec accompagnement social. Encadrement par des professionnels (techniciens et travailleurs soc.) avec l'activité agricole comme support.
- La personne en insertion est **salariée** par l'association et est titulaire d'un contrat aidé : CAE ou CA.
- Structure à vocation de **production**, le plus souvent biologique (Réseau Cocagne) ou naturel.
- La production est surtout destinée à être commercialisée sous la forme de **paniers** payés à l'année par des adhérents-consommateurs.

Répartition des jardins d'insertion en Ile-de-France en 2007



Val-d'Oise
- 3 JIS
- 1 AJJ
- 3 JIAE
- 1 JF

Hauts-de-Seine
- 3 JIS
- 1 JIAE

Paris
- 6 JIS

Seine-Saint-Denis
- 5 JIS
- 4 JIAE

Val-de-Marne
- 1 JIS
- 1 AJJ

Yvelines
- 2 JIAE
- 1 JF
- 1 ESAT

Essonne
- 3 JIS
- 3 JIAE
- 1 ESAT

Seine-et-Marne
- 3 JIS
- 1 AJJ
- 2 JIAE

Un public large, des attentes variées

- ***Exclusion : économique, juridique, sociale. En 2004 10% des franciliens vivent sous le seuil de pauvreté (moins de 733 € net / mois pour une personne seule), 12% à Paris et 18% en Seine Saint Denis***
- ***29% de femmes dans les JI.***
- ***Provenance pour les JIAE : RMI : 59%, Assedic : 16%, chômeurs longue durée : 12%.***
- ***Durée : 10 mois en moy dans les JIAE franciliens***
- ***En 2009 en IdF : 2 ESAT agri, 2 Jardins familiaux avec parcelles insertion, 23 JIS, 15 JIAE. 500 pers/an.***

L'après-jardin en Ile-de-France (enquête 2004 sur 12 jardins) : IS / IAE

- emploi CDD : 13% - 20%
- emploi CDI : 5% - 10%
- Formation qualifiante : 1% – 6.5 %
- Transfert interne : 16.5% - 1%
- Orientation vers autre dispositif d’insertion : 7% - 5%
- Sans solutions immédiates : 33% - 25%
- Abandon : 8.5% – 12.5%
- Autres : 1% - 22%

2. Place des jardins d'insertion dans l'agriculture francilienne

Les jardiniers

- ***Embauches : exemple du JIAE de Marcoussis en 2008 : 84 orientés vers le jardin, 58 viennent à entretien, 4 non retenus, 54 convoqués à une journée découverte, 26 viennent, 25 embauches.***
- ***Temps de formation (rémunéré) : 25% à Marcoussis***
- ***Peu s'orientent vers agri sauf travaux saisonniers***
- ***Question : manque de financement d'encadrants pousse à l'autonomie des jardiniers, or structure conçue pour les plus loins du travail.***

FOURCHES
A FUMIER
CROCS
GRIFFES
RATEAUX
BINETTES
A LAMES
BINETTES
RECHES
PELLES
HOUES
PIOCHES

Place « dans » l'agriculture francilienne

- SAU des JI et ESAT agri en IdF : un peu plus de 40ha. Insignifiant / SAU francilienne (+ de 575 000 ha) mais 3% des personnes ETP travaillant la terre.
- 2% des terres maraîchères, 10% des structures (375 en 2004). Renoue avec tradition maraîchaire à Marcoussis, Cergy, Montreuil, Conflans, St Denis...
- SAU bio en maraîchage en IdF en 2009 : 33 exploitations sur **160 ha**. Environ 20 ha (inclus) exploitées par des JI et ESAT (donc **12,5 % de la SAU**) et 20 autres ha en agriculture « naturelle ». En 2008 38 porteurs de projets de JI ont été accueillis et orientés par le collectif des JIF.

Exemples de liens avec agriculture et économie locale

- Concertation du collectif des JIF avec le GABIF pour toute nouvelle implantation.
- Soutien à usines de transformation (conserves, soupes)
- Soutien à des commerces de prox (approvisionnement)
- Soutien à des coopératives bio qui complètent les paniers lorsque récolte insuffisante
- Développement du commerce équitable par l'ouverture d'une boutique dans le centre de Saint-Denis qui propose aussi des légumes biologiques du JI.
- Accueil parfois difficiles par agriculteurs, liens privilégiés avec d'autres (Briis, Cergy, St Denis…)

Situation foncière

- En 2005 **74%** des terrains sont mis à disposition gratuitement, 13% sont en location payante, 13% appartiennent à l'association porteuse du jardin.
- Propriété des terrains :
  - **Communes** : 54%
  - Propriétaires privés (dont agriculteurs) : 11,5 %
  - Associations porteuses : 11,5 %
  - Associations : 11,5% AFTRP : 4%
  - Bailleurs sociaux : 4% Hôpitaux : 4%
- D'où difficulté pour **investissement** dans puits ou bâti

Promeneurs,
soyez les bienvenus.
le paysage
vous est offert
les chemins
vous sont ouverts.
l'agriculture
est une activité
économique,
les champs
sont privés.
merci
de les respecter
LE TRIANGLE VERT
DES VILLES MARAICHERES DU HUREPOIX

Données et exigeances agricoles

- Terrains souvent attribués aux JI **par défaut**, donc conditions pédologiques médiocres.
- Importance de l'**accessibilité** du terrain pour les personnes en insertion.
- **Unité** du terrain pour suivi des salariés (et donc production).
- Accès à l'**eau**. 10K€/an à Marcoussis (budget 720 K€).
- ***Besoin d'un système gourmand en mai d'oeuvre : limitation de la mécanisation (« éducation gestuelle ») et des surfaces, production des plants***

Isolement technique

- ***AB : Purin d'ortie, de presles. Essais de plantes répulsives, compost avec centre équestre proche, BRF, récupération eau de pluie. Variétés anciennes.***
- ***Importance des réseaux (Cocagne) pour compenser le déficit technique du milieu urbain. Une bonne part des jardiniers non sensibilisée au bio mais consommateurs (soit surplus soit panier gratuit + repas midi) = fierté.***
- ***Encadrants techniques : souvent non originaires de l'Ile de France. Parfois anciens du jardin.***

Surcoûts

- ***Depuis 1999 convention de partenariat FNARS-GABIF-Jardins : attention portée aux producteurs locaux dans la distribution et le prix de vente.***
- ***Surcoûts : « 500 graines au m linéaire au lieu de 100. Plaque ou godets limitent la casse ».***
- ***Complément parfois obligatoire des paniers (8 000 € pour Marcoussis en 2008)***

- **Vols** : vols de camions, de récolte (1 serre de concombres de 600 m²), 6000 m² de vergers. 2008 : 60 000 € à Marcoussis.
- **Déprédations** : 10 000 oignons retirés un à un, saccage des cultures, coups de couteaux dans les tuyaux et les serres.
- ***Autofinancement : 10,5 % en moyenne pour JIAE.***

CAROTTE TANCAR
CAROTTE TANCAR

J.B. Km O
DUBLIN
OSLO

AB	Bio certifié	Bio non certifié	Bio certifié
Nombre d'îlots de culture	1	1	10
Nbre de variétés de légumes	40	64	60
Période d'arrêt	1 semaine sur deux en J F M et rien fin décembre (= 8 semaines)	6 ou 7 semaines	4 semaines (avril)
Nbre d'adhérents	120	106	350
Nbre de paniers	3620	4770	16800

3. Liens des jardins d'insertion au territoire (péri)urbain

Rayonnement des jardins

- Nombre d'adhérents va de 30 à 350.
- Surplus de légumes en vente surtout aux adhérents. Evolution possible : autre catégorie d'adhérents ? (demandes d'épiceries et restaurants...). Paniers privilégiés. ***Sur les 120 adhérents de Sevran, très peu du quartier (ZUS) : coût et désir de choses précises pour des plats précis.***
- Dons : Resto du Cœur, épicerie sociale, ESAT.
- ***Certains adhérents viennent chercher leur panier bio dans un quartier qu'ils n'auraient pas fréquenté sans cette réalisation. Livraisons possibles (1,50 €).***

Adhésion et lien social

- ***10% à 15% de turn over par an. 40% à 70% restent depuis le début (sur convictions sociales). Important pour « passer l'hiver ». Arrivée de personnes pour bio exclusivement. Adaptation des adhérents au aléas du social fait le « tri ».***
- ***40% des jardins d'insertion franciliens couplés avec autres types de jardins : parcelles pédagogiques et/ou jardins familiaux, partagés : décloisonnement du quartier, ville, école. 500 enfants/semaine à Sevran***
- ***Participation des adhérents (ou CA) pas tj évidente (samedi et quel encadrement ?)***

Insertion et restructuration

- ***68% des JI ont été réalisés à l'initiative d'associations, 13% municipalités, 13% municipalités et associations.***
- ***En 2005 : 51% des jardins sont en zone urbaine, 30% en périurbain, 19% en rural***
- ***Certes les JI interviennent dans le travail de restructuration de la personne, mais ils participent aussi à la restructuration urbaine.***
- ***Impact sur le milieu naturel et la biodiversité : jardin (bio) en ville : petit écosystème urbain qui sert de réserve floristique et faunistique***

- 59% des JI IdF implantés sur anciens **terrains vagues**.
- Renouvellement urbain (humanisation des grands ensembles) ; restructuration de quartier (Les Mureaux, Sevran) ; requalification des « **espaces déshérités** » ; changement de la mauvaise image d'un quartier.
- A Sevran Logirep (bailleur social) a financé l'aménagement. Menaces de bandes locales au début du chantier. Apport d'emplois et liens aux écoles primaires a protégé le jardin (émeutes de 2005). **« On connaît tout le monde »**. Depuis demandes de JF dans les autres quartiers sensibles de Sevran.

Principales difficultés des porteurs de projets

- Difficultés face à la **complexité administrative des dossiers de demande de subvention** et la lenteur de l'instruction des demandes,
- Difficultés pour **trouver foncier sécurisé en IdF (SAFER)**
- **Difficultés logistiques** pour réaliser le projet (encadrants et locaux)
- **Manque de moyens financiers**,
- **Difficultés pour convaincre et rassembler les partenaires** politiques et financiers.

Conclusion

- ***« Cet outil multidimensionnel rassemble divers acteurs dans une intelligence territoriale et intervient dans le champ social, économique, environnemental et citoyen ».***
- ***Très lié aux mondes associatif, adminsitratif et politique, mais sans doute pas assez au monde professionnel.***
- ***Répond à des attentes croisées auxquelles l'agriculture périurbaine francilienne répond encore trop peu (bio, emploi, gestion diversifiée de l'espace périurbain, convivialité).***
- ***Participation du collectif des JI d'Ile de France au réseau international « DD des villes : le rapport entre l'urbain et la nature ».***